



Kanton Bern
Canton de Berne

Amt für Justizvollzug
Bewachungsstation Inselspital

Freiburgstrasse
3010 Bern
+41 31 632 35 04
bewa.admin@be.ch
www.be.ch/ajv

Règlement

Division cellulaire de l'Hôpital de l'Île

Berne, le 1^{er} septembre 2019

Table des matières

1	Généralités.....	5
1.1	Bases légales	5
1.2	Champ d'application	5
1.3	Organisation	5
1.4	Direction de la Division cellulaire	6
1.5	Directeur ou directrice.....	6
1.6	Personnel	6
1.7	Situations exceptionnelles	6
2	Tâches.....	6
3	Statut juridique des personnes détenues.....	7
3.1	Droits des personnes détenues	7
3.2	Devoirs des personnes détenues.....	7
3.3	Assurance-accidents	7
4	Admission.....	7
4.1	Conditions	7
4.1.1	Généralités	7
4.1.2	Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté.....	8
4.2	Effets personnels et avoirs de la personne détenue	8
4.2.1	Avoirs.....	8
4.2.2	Objets	8
4.3	Information aux parents, proches et représentants légaux sur le placement et le transfert des personnes détenues.....	9
4.3.1	Généralités	9
4.3.2	Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté.....	9
5	Gestion des comptes	9
6	Dépenses personnelles	10
7	Formes d'exécution.....	10
8	Emploi du temps, gîte, alimentation et hygiène corporelle	10
8.1	Emploi du temps.....	10
8.2	Gîte	10
8.3	Promenade.....	11
8.4	Alimentation et kiosque.....	11
8.5	Vêtements et soins corporels.....	11
8.6	Fumée	11

8.7	Animaux	11
9	Traitement ambulatoire.....	12
9.1	Prise de rendez-vous pour un examen et un traitement.....	12
9.2	Convocation et transport.....	12
9.3	Séjour et repas	12
9.4	Contrôles	12
10	Possibilités de contact.....	12
10.1	Visites.....	12
10.1.1	Généralités	12
10.1.2	Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté.....	13
10.2	Courrier	13
10.2.1	Généralités	13
10.2.2	Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté.....	13
10.3	Paquets, cadeaux, espèces.....	14
10.3.1	Généralités	14
10.3.2	Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté.....	14
10.4	Journaux, revues, livres.....	14
10.5	Moyens de communication et appareils électroniques	14
10.5.1	Généralités	14
10.5.2	Dispositions spéciales sur les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté	15
10.5.3	Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté.....	15
10.6	Usage du téléphone	15
10.6.1	Généralités	15
10.6.2	Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté.....	15
11	Suivi social et médical	16
11.1	Assistance sociale	16
11.2	Suivi médical	16
11.2.1	Généralités	16
11.2.2	Dispositions spéciales sur les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté	16
12	Assistance religieuse.....	16
12.1	Aumônerie	16

12.2	Autres formes d'assistance religieuse.....	16
13	Travail	17
14	Contrôles et inspections.....	17
14.1	Personnes détenues adultes	17
14.1.1	Fouille corporelle.....	17
14.1.2	Contrôles et prélèvements	17
14.1.3	Contrôle des cellules et des effets personnels	17
14.2	Personnes détenues mineures	17
14.2.1	Contrôles et fouilles	17
14.2.2	Fouille corporelle et prise de sang.....	18
15	Discipline et mesures de sûreté particulières	18
15.1	Infractions disciplinaires.....	18
15.1.1	Personnes détenues adultes.....	18
15.1.2	Personnes détenues mineures.....	19
15.1.3	Dispositions communes	19
15.2	Sanctions disciplinaires	19
15.2.1	Personnes détenues adultes.....	19
15.2.2	Personnes détenues mineures.....	20
15.2.3	Sursis et fin anticipée	20
15.3	Mesures de sûreté particulières	20
15.3.1	Personnes détenues adultes.....	20
15.3.2	Personnes détenues mineures.....	21
15.4	Décision.....	21
15.5	Voies de droit	22
16	Sortie et libération.....	22
16.1	Obligation de réadmission	22
16.2	Sortie.....	22
16.3	Libération.....	22
16.3.1	Généralités	22
16.3.2	Dispositions spéciales sur les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté	23
17	Responsabilité.....	23
18	Dispositions finales	23
18.1	Règles complémentaires	23
18.2	Entrée en vigueur	23

1 Généralités

1.1 Bases légales

Le présent règlement se fonde sur le Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP; RS 311.0), la loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs (droit pénal des mineurs, DPMIn; RS 311.1), le Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 (Code de procédure pénale, CPP; RS 312.0), la loi fédérale du 20 mars 2009 sur la procédure pénale applicable aux mineurs (procédure pénale applicable aux mineurs, PPMIn; RS 312.1), la loi du 23 janvier 2018 sur l'exécution judiciaire (LEJ; RSB 341.1), l'ordonnance du 22 août 2018 sur l'exécution judiciaire (OEJ; RSB 341.11), la loi du 16 juin 2011 sur les mesures restreignant la liberté des mineurs dans le cadre de l'exécution des peines et mesures et de l'aide à la jeunesse (LMMIn; RSB 341.3), le Code pénal militaire du 13 juin 1927 (CPM; RS 321.0), la procédure pénale militaire du 23 mars 1979 (PPM; RS 322.1), la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1), le Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CC; RS 210) et la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers et l'intégration (LEI; RS 142.20).

Des versions imprimées de ces bases légales sont disponibles auprès de la direction de la Division cellulaire.

Lorsque des mineurs sont incarcérés, il est tenu compte des prescriptions de protection qui leur sont applicables.

1.2 Champ d'application

Le présent règlement s'applique dans la Division cellulaire de l'Hôpital de l'Île, pour tous les types de détention exécutés dans cet établissement.

1.3 Organisation

La Division cellulaire est rattachée à l'Office de l'exécution judiciaire (OEJ) de la Direction de la police et des affaires militaires du canton de Berne (POM). Sa direction assume une responsabilité totale envers l'organe supérieur au sein de l'OEJ.

La direction de la Division cellulaire peut, avec l'accord du chef ou de la cheffe de l'OEJ, instituer des organes consultatifs ponctuels ou permanents.

La POM est l'autorité de surveillance de la Division cellulaire.

La direction de la procédure au sens du CPP surveille l'exécution de la détention provisoire et de la détention pour motifs de sûreté au sein de la Division cellulaire et inspecte cette dernière une fois par année. Elle communique les manquements constatés à la direction de la Division cellulaire, laquelle entreprend les démarches pour y remédier. Au surplus, le droit et le devoir de surveillance de l'OEJ et de la POM sont applicables.

La responsabilité sur le plan médical incombe à la direction médicale de la Clinique universitaire de médecine générale interne de l'Hôpital de l'Île (ci-après: clinique universitaire), qui coordonne la collaboration avec les autres cliniques et polycliniques de cet établissement hospitalier et d'éventuelles institutions externes.

1.4 Direction de la Division cellulaire

La direction de la Division cellulaire se compose de deux niveaux. Le premier niveau comprend le directeur ou la directrice et la personne assurant sa suppléance. Au deuxième niveau se trouvent des personnes déterminées par le directeur ou la directrice, généralement les responsables de domaine (cf. annexe I: organigramme).

1.5 Directeur ou directrice

Le directeur ou la directrice de la Division cellulaire

- a. en a la responsabilité générale;
- b. en assure le fonctionnement efficace et conforme aux droits fondamentaux;
- c. définit les compétences en son sein et édicte des prescriptions internes;
- d. représente la Division cellulaire à l'extérieur.

En son absence, ses tâches sont exécutées par la personne assurant sa suppléance.

1.6 Personnel

Les membres du personnel accomplissent leur travail en application de règles éthiques, des principes de direction et des lignes directrices de la Division cellulaire.

Ils ne sont notamment pas autorisés à conclure des actes juridiques avec les personnes détenues, ni à leur faire exécuter des travaux ou services à des fins privées.

1.7 Situations exceptionnelles

Dans les situations exceptionnelles, par exemple en cas d'incendie, de catastrophe naturelle, d'évasion, de fuite, d'attaque de l'extérieur, de mutinerie, de prise d'otage et d'urgence médicale, la direction de la Division cellulaire peut, avec l'assentiment de l'organe hiérarchique supérieur au sein de l'OEJ, prendre des dispositions qui dérogent au présent règlement.

En cas d'urgence, l'assentiment de cet organe hiérarchique supérieur peut être obtenu a posteriori.

2 Tâches

La Division cellulaire accueille des personnes détenues sur indication médicale exclusivement.

Sont admises à la Division cellulaire en vue d'un séjour institutionnel

- les personnes souffrant de maladies somatiques et psychosomatiques ou accidentées, et
- les personnes nécessitant un traitement médical hospitalier en provenance des établissements d'exécution des peines et mesures, des prisons, des foyers d'éducation et des cliniques psychiatriques du canton de Berne.

Les personnes détenues d'autres cantons sont admises dans la mesure des places disponibles.

3 Statut juridique des personnes détenues

3.1 Droits des personnes détenues

Les personnes détenues ont droit au respect de leur personnalité et de leur dignité. Elles ont le droit d'être entendues dans les affaires qui les concernent personnellement et peuvent faire des propositions pour celles qui concernent le fonctionnement de l'établissement.

Les personnes détenues possédant le droit de vote et d'éligibilité peuvent, par voie écrite, se procurer auprès de leur commune de domicile les documents nécessaires à l'application de leurs droits politiques et les exercer. La participation à des votations et élections se tenant en assemblée est exclue.

Leurs droits constitutionnels et légaux ne peuvent être restreints que dans la mesure où l'exige l'objectif de la détention et une vie commune sûre et ordonnée au sein de la Division cellulaire.

Les personnes détenues ont le droit de séjourner à l'air libre quotidiennement pendant au moins une heure.

3.2 Devoirs des personnes détenues

Les personnes détenues doivent se conformer aux prescriptions d'exécution et suivre les ordres qu'elles reçoivent de la direction et du personnel de la Division cellulaire, de l'autorité de placement ainsi que du corps médical et du personnel soignant de l'Hôpital de l'Île.

Elles s'abstiennent de tout acte qui pourrait compromettre l'exécution adéquate de la privation de liberté et le maintien de l'ordre et de la sécurité.

3.3 Assurance-accidents

Le canton de Berne n'assure pas lui-même les personnes détenues. Son assurance-accidents collective n'a qu'une portée subsidiaire.

4 Admission

4.1 Conditions

L'autorité de placement fournit à la direction de la Division cellulaire les indications suivantes à propos des personnes détenues nécessitant un traitement hospitalier ou ambulatoire en vue de leur admission.

- Identité complète
- Liste des infractions et motif de la privation de liberté
- Informations relatives à la sanction et durée de la privation de liberté
- Coordonnées de la direction de la procédure ou de l'autorité de placement compétentes
- Assurance-maladie, si existante, et filiale compétente

4.1.1 Généralités

En règle générale, la Division cellulaire n'admet des patients que sur certificat de placement établi par le médecin d'un établissement d'exécution ou d'une institution psychiatrique.

Le médecin-chef compétent de l'Hôpital de l'Île décide de l'admission définitive et du départ des personnes détenues, d'entente avec la direction de la Division cellulaire. Il informe préalablement l'administration de la Division cellulaire de l'admission prévue.

L'établissement d'exécution est informé préalablement du retour d'une personne détenue à l'issue de sa visite médicale ou son traitement.

Seule l'administration de la Division cellulaire peut conclure les accords nécessaires pour faire transporter une personne détenue vers une clinique ou une polyclinique en vue d'y subir un examen ou traitement hospitalier ou ambulatoire.

En cas d'urgence, les personnes détenues doivent être acheminées directement vers le Centre universitaire des urgences de l'Hôpital de l'Île, moyennant un préavis à l'administration de la Division cellulaire. Jusqu'à leur admission définitive dans la Division cellulaire, la sécurité et la surveillance sont assurées par l'établissement de placement.

La décision quant à la nécessité et à l'exécution du traitement revient exclusivement au personnel médical de l'Hôpital de l'Île, conformément à la réglementation des compétences de la clinique universitaire.

La décision quant à la nécessité et à l'ampleur des mesures de sécurité pendant les examens et traitements médicaux revient exclusivement à la direction de la Division cellulaire.

S'il y a lieu de solliciter une intervention policière pour assurer la sécurité, celle-ci est organisée par la direction de la Division cellulaire ou son service de piquet.

4.1.2 Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté

Le transfert d'une personne en détention provisoire dans un autre établissement d'exécution, dans la Division cellulaire ou dans une autre institution hospitalière ne peut être opéré qu'avec l'accord préalable de la direction de la procédure. En cas d'urgence (p. ex. médicale), la direction de la procédure en est notifiée a posteriori.

4.2 Effets personnels et avoirs de la personne détenue

4.2.1 Avoirs

L'argent liquide apporté par la personne détenue est intégralement saisi. Au besoin, elle peut en disposer pendant son séjour à la Division cellulaire, notamment pour des achats au kiosque. Si la personne détenue n'a pas d'argent liquide sur elle à son admission, de l'argent est commandé auprès de l'établissement compétent. Les montants élevés, qui dépassent le cadre des besoins quotidiens au sein de la Division cellulaire, sont crédités sur le compte libre de la personne détenue. Lors de sa sortie, le solde est reversé à l'établissement d'exécution.

Si la personne détenue relève de la compétence d'une unité organisationnelle d'un autre canton, il est possible de verser l'argent sur le compte de la Division cellulaire.

4.2.2 Objets

La Division cellulaire dresse un inventaire des effets, documents d'identité, objets de valeur, espèces étrangères, etc. emportés par la personne détenue ou qui lui sont livrés par la suite, et dont la personne confirme l'exhaustivité et l'exactitude par sa signature. Dans la mesure du pos-

sible, la personne détenue participe à l'établissement de l'inventaire de ses avoirs; une double signature y est apposée à titre de confirmation: celle de la personne détenue et celle de sa personne de référence. En l'absence de la personne détenue, une double signature est également nécessaire: celle de la personne de référence et celle d'un autre membre du personnel de la Division cellulaire.

La direction de la Division cellulaire détermine le type, la taille et le nombre des objets pouvant être introduits en son sein (voir Aide-mémoire sur le séjour à la Division cellulaire) et lesquels peuvent être emportés en cellule. Elle décide si des objets retirés à la personne détenue peuvent être conservés dans l'enceinte de la Division cellulaire et si oui, lesquels. La personne détenue peut faire entreposer, envoyer ou réaliser, à ses frais et à l'extérieur de la Division cellulaire, les autres objets. À défaut, ces derniers sont détruits d'une manière appropriée. Le séquestre d'objets visé à l'article 263 CPP demeure réservé.

La personne détenue est responsable des effets personnels qu'elle emporte dans sa cellule. La Division cellulaire, l'OEJ et le canton de Berne n'assument aucune responsabilité quant à leur perte ou à leur détérioration.

Les personnes détenues ont l'interdiction d'apporter des appareils techniques dans la Division cellulaire (voir annexe II). Dans des cas dûment justifiés, la direction de la Division cellulaire peut accorder une dérogation. Les personnes en détention provisoire ou pour motifs de sûreté doivent obtenir une autorisation supplémentaire de la part de la direction de la procédure au sens du CPP.

Pour des motifs de sûreté, de calme et d'ordre ou de santé et d'hygiène, des objets appartenant à la personne détenue peuvent être saisis en tout temps.

4.3 Information aux parents, proches et représentants légaux sur le placement et le transfert des personnes détenues

4.3.1 Généralités

Les personnes détenues ont le droit d'informer leurs parents, leurs proches et, le cas échéant, leur représentant légal de leur placement dans la Division cellulaire. L'information peut être transmise par leur avocat.

En cas de transfert d'une personne détenue dans un autre établissement d'exécution, la Division cellulaire s'assure que les parents, les proches et le représentant légal concernés soient informés de manière appropriée.

4.3.2 Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté

Lors du transfert d'une personne en détention provisoire ou pour motifs de sûreté dans une prison régionale, dans un autre établissement d'exécution ou dans toute autre institution médicale, il convient de se conformer aux prescriptions de la direction de la procédure.

5 Gestion des comptes

Pendant le séjour à la Division cellulaire, les comptes des personnes détenues restent gérés par l'établissement d'exécution d'où elles proviennent ou par celui auquel incombe la gestion des comptes au moment de l'admission.

Les modalités relatives à la gestion des comptes sont fondées sur les dispositions édictées par les établissements d'exécution ou par l'autorité de placement.

6 Dépenses personnelles

Les dépenses personnelles des personnes détenues ne sont pas en lien direct avec l'exécution judiciaire. Les personnes détenues les prennent en charge elles-mêmes.

Relèvent en particulier des dépenses personnelles les frais liés au séjour et aux traitements médicaux dans un hôpital ou une clinique, aux traitements médicaux ambulatoires, aux traitements médicaux dispensés par des spécialistes externes, aux médicaments, aux moyens médicaux auxiliaires, aux traitements dentaires, aux primes d'assurance-maladie, aux franchises et à la quote-part, aux contributions à l'AVS et à l'AI, aux effets personnels, aux prestations destinées à la réinsertion (telles que les dépenses professionnelles, les frais de formation à l'extérieur ou les loisirs et les dépenses effectuées pendant une sortie ou un congé), à la location et au stockage de meubles, aux pensions alimentaires, aux procédures judiciaires, aux dommages-intérêts et aux indemnités de réparation pour tort moral.

7 Formes d'exécution

En raison de sa particularité, le séjour à la Division cellulaire s'apparente en règle générale à l'exécution ordinaire en milieu fermé. Les formes d'exécution peuvent être adaptées au cas par cas, en fonction de l'état de santé de la personne détenue et du motif de son admission à la Division cellulaire.

8 Emploi du temps, gîte, alimentation et hygiène corporelle

Les prescriptions de séparation s'appliquent au placement de toutes les personnes détenues.

La direction de la Division cellulaire peut, à titre exceptionnel et d'entente avec l'autorité de placement, déroger aux prescriptions de séparation lorsque les personnes concernées y ont un intérêt prépondérant et qu'aucune disposition particulière ne s'y oppose.

8.1 Emploi du temps

L'emploi du temps se fonde essentiellement sur le règlement général de l'hôpital, les prescriptions médicales, les recommandations relatives aux soins et les instructions de la direction de la Division cellulaire.

L'emploi du temps est déterminé dans l'Aide-mémoire sur le séjour à la Division cellulaire, qui est remis et expliqué à chaque personne détenue à son admission.

8.2 Gîte

La personne détenue se voit assigner une cellule meublée à un ou plusieurs lits. Elle doit maintenir les lieux en ordre et les nettoyer conformément aux instructions du personnel de la Division cellulaire.

8.3 Promenade

La personne détenue a le droit de passer au minimum une heure par jour – deux pour les personnes détenues mineures – à l'air libre (promenade), dans la mesure où sa mobilité et son état de santé le permettent. Les horaires et les mesures de sûreté requises sont décidées par le responsable de jour de la Division cellulaire.

8.4 Alimentation et kiosque

La Division cellulaire pourvoit aux repas de la personne détenue. Une alimentation particulière est donnée à la personne détenue qui en a besoin, sur prescription médicale. Les requêtes liées à une appartenance religieuse ou à un régime végétarien strict sont prises en compte dans la mesure du possible par la cuisine de l'Hôpital de l'Île.

En fonction de ses moyens financiers, la personne détenue peut acheter d'autres produits au kiosque de la Division cellulaire. La direction de cette dernière règle les modalités d'achat au kiosque dans des dispositions spéciales.

8.5 Vêtements et soins corporels

La personne détenue porte les vêtements et les pantoufles qui lui sont remis par l'hôpital.

Elle procède à ses soins corporels quotidiens à l'intérieur de la cellule. Les douches sont possibles en fonction du programme du jour fixé par la direction de la Division cellulaire, sauf avis contraire du médecin de service ou du personnel soignant.

La direction peut astreindre la personne détenue à procéder aux soins corporels nécessaires pour des raisons liées à l'hygiène et aux odeurs.

En cas de séjour prolongé, le personnel de la Division cellulaire peut remettre le linge personnel des personnes détenues à la blanchisserie de l'Hôpital de l'Île. Toute responsabilité à cet égard est exclue.

En cas de séjour prolongé, les personnes détenues ont la possibilité de se faire couper les cheveux par un coiffeur, à leurs frais.

8.6 Fumée

Il est interdit de fumer au sein de la Division cellulaire et ailleurs dans l'Hôpital de l'Île.

8.7 Animaux

La possession d'animaux est interdite.

9 Traitement ambulatoire

9.1 Prise de rendez-vous pour un examen et un traitement

Les démarches nécessaires en vue d'un examen ou d'un traitement ambulatoire, hospitalier ou semi-hospitalier dans une clinique ou une polyclinique relèvent exclusivement de la compétence de l'administration de la Division cellulaire. Le médecin de l'établissement d'exécution remet préalablement ses recommandations à cette dernière. Pour des raisons d'organisation, le médecin et le service sanitaire d'un établissement d'exécution s'abstiennent de prendre rendez-vous directement avec les cliniques ou les polycliniques de l'Hôpital de l'Île. Si la personne détenue se rend à un rendez-vous fixé par l'autorité ou l'établissement de placement au cours d'un séjour planifié à la Division cellulaire, l'autorité ou l'établissement répond de l'organisation du rendez-vous, de la présence de la personne concernée et de la sécurité.

9.2 Convocation et transport

L'administration de la Division cellulaire convoque les personnes détenues par l'intermédiaire du service compétent au sein de l'établissement d'exécution pour un traitement ambulatoire, hospitalier ou semi-hospitalier. L'établissement d'exécution et le Secteur des transports de l'OEJ assument la responsabilité du transport et de l'arrivée dans les temps des personnes détenues à la Division cellulaire. Le trajet du retour est organisé par cette dernière.

Les trajets de retour en ambulance se font sous escorte policière, si nécessaire. Le cas échéant, la police sanitaire convoque elle-même la Police cantonale.

9.3 Séjour et repas

Les personnes détenues en attente de traitement séjournent dans les salles prévues à cet effet. Au besoin, les repas sont organisés par la Division cellulaire.

9.4 Contrôles

La direction de la Division cellulaire peut procéder à des fouilles et à des contrôles en vertu de l'article 31 LEJ.

10 Possibilités de contact

10.1 Visites

10.1.1 Généralités

Les visites sont autorisées pendant au moins une heure par semaine. La direction de la Division cellulaire peut prévoir une périodicité différente, pour autant qu'elle prolonge la durée des visites en conséquence. Des objets admis par la direction et de l'argent liquide peuvent être remis à l'occasion d'une visite (voir Aide-mémoire sur le séjour à la Division cellulaire).

Pour des raisons d'ordre et de sûreté, les visites peuvent être subordonnées à l'obligation pour le visiteur de subir une fouille afin d'exclure l'introduction d'objets interdits dans la Division cellulaire (voir Aide-mémoire sur le séjour à la Division cellulaire).

Toute personne compromettant la sécurité et l'ordre de la Division cellulaire ou contrevenant aux prescriptions sur les visites peut se voir interdire les visites pour trois mois au plus et, en cas de récidive, de manière permanente. Les visites du conjoint, du partenaire, des enfants, des parents ou des frères et sœurs ne peuvent être interdites de manière permanente.

Les enfants et les jeunes de moins de dix-huit ans ne peuvent venir en visite qu'accompagnés d'une personne adulte (parent, proche ou représentant légal).

Les visites officielles ne sont pas comptabilisées dans le contingent des visites (voir Aide-mémoire sur le séjour à la Division cellulaire).

10.1.2 Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté

Pour les personnes se trouvant en détention provisoire ou en détention pour motifs de sûreté, la direction de la procédure au sens du CPP ou de la PPMIn doit émettre une autorisation préalable. Elle peut prévoir des modalités plus sévères.

10.2 Courrier

10.2.1 Généralités

La personne détenue a le droit d'envoyer et de recevoir du courrier. Une limitation n'est admissible que si le volume à contrôler devient trop important. Le courrier des personnes détenues mineures n'est soumis à aucune restriction.

Les courriers privés sortants doivent être remis sans être fermés. Le courrier privé entrant est ouvert, vérifié en vue d'exclure la présence de tout objet interdit et distribué quotidiennement. Si une personne détenue est soupçonnée d'abus en lien avec le courrier, le contenu de lettres entrantes et sortantes peut être contrôlé.

La correspondance avec les tribunaux, les autorités, les offices, les aumôniers, les médecins, les avocats, les notaires et les représentants officiels est remise scellée à la personne détenue, mais les envois font l'objet d'une vérification pour exclure la présence d'objets interdits.

La personne détenue est informée de tout courrier qui ne lui a pas été transmis.

La Division cellulaire conserve, détruit ou, aux frais de la personne détenue, renvoie à l'expéditeur les lettres qui ne peuvent pas être admises; elle en informe la personne détenue.

10.2.2 Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté

Pour les personnes se trouvant en détention provisoire ou pour motifs de sûreté, tous les contrôles des lettres et une éventuelle limitation de la correspondance sont ordonnés exclusivement par la direction de la procédure au sens du CPP.

10.3 Paquets, cadeaux, espèces

10.3.1 Généralités

Une quantité illimitée d'argent liquide peut être remise à la Division cellulaire en faveur d'une personne détenue. Les montants sont versés sur le compte libre de cette dernière.

La direction de la Division cellulaire décide au cas par cas si la remise de denrées alimentaires est admise. À cet égard, elle tient compte des prescriptions médicales et de l'espace disponible en son sein.

Le contenu des paquets et des cadeaux est contrôlé. Si un paquet présente un contenu non admis, la personne destinataire en est informée. S'il s'agit d'objets non autorisés, la direction de la Division cellulaire décide s'ils seront confisqués, entreposés à l'interne ou détruits. La personne détenue peut faire entreposer les autres objets à ses frais, hors de la Division cellulaire, ou les retourner à l'expéditeur.

Le séquestre d'objets au sens de l'article 263 CPP demeure réservé.

La personne qui dépose des marchandises doit à chaque fois présenter une pièce d'identité officielle.

10.3.2 Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté

Pour les personnes se trouvant en détention provisoire ou en détention pour motifs de sûreté, tous les paquets sont contrôlés par la direction de la procédure au sens du CPP ou, si elle donne son accord, par la Division cellulaire. La direction de la procédure peut restreindre davantage la liste des objets admissibles.

10.4 Journaux, revues, livres

La personne détenue peut, à ses frais, s'abonner à des publications. Les abonnements peuvent aussi être conclus en sa faveur par des tiers. Les publications dont le contenu enfreint le droit pénal (racisme, pornographie ou apologie de la violence), qui mettent en danger la sécurité et l'ordre ou qui contreviennent aux objectifs de l'exécution sont interdits.

La personne détenue peut emprunter des livres à la bibliothèque interne. Les modalités du prêt sont déterminées par les conditions spéciales relatives aux bibliothèques définies par la direction de la Division cellulaire.

10.5 Moyens de communication et appareils électroniques

10.5.1 Généralités

La Division cellulaire met à disposition de la personne détenue un téléviseur (gratuitement).

L'utilisation d'autres moyens de communication et appareils électroniques peut être autorisée au cas par cas par la direction de la Division cellulaire. Une taxe de location peut être prélevée.

Ces moyens de communication et appareils peuvent être contrôlés par les membres du personnel de la Division cellulaire.

L'utilisation de moyens de communication et d'appareils privés est interdite.

10.5.2 Dispositions spéciales sur les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté

La Division cellulaire autorise l'utilisation de moyens de communication et d'appareils électroniques aux personnes détenues dans le cadre des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté, dans la mesure du possible. Une taxe de location peut être prélevée.

Ces moyens de communications et ces appareils peuvent être contrôlés et leur utilisation, limitée ou interdite, s'il y a lieu de craindre des abus ou une mise en danger de la sécurité et de l'ordre, ou lorsqu'une telle utilisation contrevient au but de l'exécution.

La direction de la Division cellulaire peut autoriser l'utilisation de moyens de communication et d'appareils électroniques privés, dans la mesure où ces derniers ne permettent pas de procéder à des enregistrements de son ou d'image.

10.5.3 Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté

La direction de la procédure peut ordonner des mesures plus sévères à l'égard des personnes détenues dans le cadre de la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté.

10.6 Usage du téléphone

10.6.1 Généralités

Sous réserve du respect des dispositions particulières de la Division cellulaire, les personnes détenues peuvent se servir du téléphone. Elles sont autorisées à passer des appels, à leurs frais, pour une durée maximale de dix minutes trois fois par semaine au plus, entre 8 h 00 et 20 h 00. Les conversations téléphoniques avec des autorités officielles ne sont pas comptabilisées dans le contingent d'appels. Les communications téléphoniques entrantes ne sont pas transmises. Les messages transmis par téléphone ne sont remis qu'en cas d'urgence.

La personne détenue prend en charge les frais d'utilisation du téléphone.

La direction de la Division cellulaire statue sur les dérogations.

10.6.2 Dispositions spéciales sur la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté

Les personnes détenues dans le cadre de la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté ne sont généralement pas autorisées à téléphoner dans les locaux de la Division cellulaire. La direction de la procédure est compétente sur cette question. Les communications téléphoniques entrantes ne sont pas transmises.

11 Suivi social et médical

11.1 Assistance sociale

Dans le cadre de l'assistance continue, les personnes détenues peuvent bénéficier, pour leur suivi social, de l'assistance de la Section de la probation et de l'exécution des sanctions pénales du canton de Berne (SPESP) et, au besoin, du Service social de l'Hôpital de l'Île en plus de celle des organes officiels compétents.

11.2 Suivi médical

11.2.1 Généralités

Les soins médicaux aux personnes détenues sont dispensés par la clinique universitaire. La personne détenue n'a pas de libre choix du médecin et les soins médicaux de base et d'urgence sont assurés en application du principe d'équivalence.

À son arrivée dans la Division cellulaire, toute personne se rend à l'entretien médical.

11.2.2 Dispositions spéciales sur les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté

Si un traitement médical institutionnel s'avère nécessaire, l'autorité de placement ordonne un placement au sein de la Division cellulaire de l'Hôpital de l'Île, dans un hôpital ou dans une clinique.

12 Assistance religieuse

12.1 Aumônerie

Les personnes détenues peuvent bénéficier de l'encadrement religieux des aumôniers rattachés aux Églises nationales, dans le respect du programme du jour de la Division cellulaire. Les visites de ces aumôniers ne sont pas comptabilisées dans le contingent de visites.

Les personnes détenues qui n'appartiennent pas à une Église nationale ont également droit au soutien des aumôniers.

12.2 Autres formes d'assistance religieuse

Les visites de représentants d'autres religions peuvent être autorisées dès lors qu'elles ne contreviennent pas à la sécurité et à l'ordre. La direction de la Division cellulaire décide dans chaque cas si les entretiens ou les manifestations en lien avec l'assistance religieuse constituent une visite officielle ou privée.

13 Travail

Les personnes détenues au sein de la Division cellulaire ne peuvent prétendre à un travail ou à une occupation.

14 Contrôles et inspections

14.1 Personnes détenues adultes

14.1.1 Fouille corporelle

La direction de la Division cellulaire peut soumettre les personnes détenues à une fouille corporelle superficielle par un membre du personnel de même sexe et faire inspecter leurs effets personnels et leur cellule.

Elle peut soumettre à une fouille corporelle intime par un médecin les personnes détenues soupçonnées de dissimuler des objets interdits sur ou dans leur corps, notamment dans des orifices impossibles à examiner sans l'aide d'un instrument.

14.1.2 Contrôles et prélèvements

En cas de soupçon d'abus de stupéfiants ou d'alcool, la direction de l'établissement peut faire procéder, par le personnel, à des prélèvements d'urine, à des contrôles de l'haleine, à des prélèvements de sang, à des analyses de cheveux et à d'autres contrôles assimilés. Elle peut en outre faire régulièrement exécuter des contrôles à différents intervalles.

14.1.3 Contrôle des cellules et des effets personnels

Il est possible d'effectuer à tout moment, que la personne détenue soit présente ou non, un contrôle des cellules et des effets personnels. Le personnel de la Division cellulaire qui a effectué le contrôle en dresse un procès-verbal.

14.2 Personnes détenues mineures

14.2.1 Contrôles et fouilles

La direction de la Division cellulaire ou le personnel désigné par elle peuvent ordonner les fouilles et contrôles suivants:

- contrôle des objets personnels et de la cellule,
- contrôle de l'haleine,
- examen d'urine.

Le contrôle des objets personnels et de la cellule est en règle générale effectué en présence de la personne mineure concernée.

14.2.2 Fouille corporelle et prise de sang

Si une personne détenue mineure est soupçonnée de dissimuler des objets non autorisés ou de consommer des substances non autorisées, la direction de la Division cellulaire peut ordonner les mesures suivantes:

- fouille corporelle superficielle;
- fouille corporelle intime;
- prise de sang.

La fouille corporelle superficielle est effectuée par une personne du même sexe que la personne fouillée, en règle générale en présence d'une tierce personne, dans une pièce séparée et en l'absence d'autres personnes.

La fouille corporelle intime est effectuée par un médecin.

15 Discipline et mesures de sûreté particulières

15.1 Infractions disciplinaires

15.1.1 Personnes détenues adultes

La personne détenue adulte qui, de manière fautive, enfreint la législation sur l'exécution judiciaire, le présent règlement, d'autres prescriptions applicables à l'exécution, le plan d'exécution ou les directives et ordres donnés par la direction ou par le personnel de la Division cellulaire peut être sanctionnée.

Sont en particulier considérés comme des infractions disciplinaires

- les évasions ou les actes préparatoires en ce sens;
- les atteintes illicites au patrimoine d'autrui;
- l'insubordination au personnel ou à la direction de la Division cellulaire;
- les insultes, les menaces et les atteintes à l'intégrité corporelle ou sexuelle de membres du personnel ou de la direction de la Division cellulaire, des personnes codétenues et d'autres personnes;
- la prise de contact non autorisée avec des personnes codétenues et d'autres personnes;
- les abus du droit de visite;
- l'introduction, la sortie, l'acquisition, la transmission, la fabrication, la possession et le commerce, par contournement des contrôles, d'objets interdits tels que des armes ou des objets pouvant être assimilés à des armes, des documents et de l'argent liquide, ou d'autres objets expressément interdits par la direction de la Division cellulaire;
- l'introduction, la sortie, l'acquisition, la fabrication, la possession, la consommation et le commerce d'alcool, de stupéfiants ou d'autres produits aux effets similaires et l'abus de médicaments;
- l'utilisation abusive d'appareils de communication électronique, d'appareils électroniques de divertissement, de matériel informatique, de logiciels et de supports de données électroniques;
- l'obstruction ou le contournement de contrôles ou la falsification de résultats de contrôles;
- toute autre atteinte au bon déroulement des activités quotidiennes.

15.1.2 Personnes détenues mineures

La personne détenue mineure qui, de manière fautive, enfreint la législation sur l'exécution judiciaire, le présent règlement, d'autres prescriptions applicables à l'exécution, le plan d'exécution ou les directives et ordres donnés par la direction ou par le personnel de la Division cellulaire peut être sanctionnée.

Sont considérés comme des infractions disciplinaires

- la violence physique, sexuelle ou verbale envers le personnel, d'autres mineurs ou des tiers présents dans l'institution;
- le commerce d'alcool ou de stupéfiants, leur possession et leur consommation, ainsi que l'usage abusif de médicaments;
- la possession d'objets non autorisés;
- les atteintes illicites au patrimoine d'autrui;
- la perturbation du travail, des cours ou de la cohabitation;
- l'utilisation abusive d'appareils de communication électronique, d'appareils électroniques de divertissement, de matériel informatique, de logiciels et de supports de données électroniques;
- les évasions ou les actes préparatoires en ce sens;
- les abus dans le domaine des congés.

15.1.3 Dispositions communes

La tentative, l'instigation et la complicité en lien avec une infraction disciplinaire peuvent également être sanctionnées.

Les poursuites pénales sont réservées.

15.2 Sanctions disciplinaires

15.2.1 Personnes détenues adultes

Les sanctions disciplinaires sont

- l'avertissement écrit;
- en cas de lien de causalité avec l'infraction disciplinaire, la suppression temporaire ou la limitation:
 1. des activités de loisirs, jusqu'à deux mois,
 2. des relations avec le monde extérieur, jusqu'à deux mois, à l'exception des communications avec des autorités, des représentants légaux et des aumôniers,
 3. de la possibilité de disposer des ressources financières, jusqu'à deux mois,
- l'amende jusqu'à 200 francs;
- les arrêts dans la cellule de la personne détenue, dans une cellule vide ou dans une cellule de sûreté équipée à cet effet, pour une durée maximale de 14 jours.

Les sanctions disciplinaires peuvent être cumulées. Sont toutefois impossibles:

- le cumul de l'avertissement écrit avec une autre sanction;
- le cumul des arrêts et de l'amende.

15.2.2 Personnes détenues mineures

Les sanctions disciplinaires sont

- l'avertissement écrit;
- la restriction du droit de participer à des manifestations récréatives pour une durée d'un mois au plus;
- le retrait ou la restriction du droit de visite et du droit d'obtenir des congés, pour une durée de deux mois au plus;
- le retrait ou la restriction de l'autorisation de posséder des appareils relevant de la communication ainsi que de l'électronique de divertissement et de l'informatique, tels que le matériel informatique, les logiciels et les systèmes électroniques de stockage de données, pour une durée de deux mois au plus;
- la consignation en cellule pour une durée de cinq jours au plus;
- la consignation simple pour une durée de 14 jours au plus;
- la consignation stricte pour une durée de sept jours au plus.

La visite de membres de la famille peut être limitée uniquement lorsque l'infraction disciplinaire commise est étroitement liée à la visite en question.

Pendant la consignation simple, les personnes détenues mineures passent seulement leur temps libre et de repos dans la section disciplinaire. Pendant la consignation stricte, elles y passent également le reste du temps.

Les sanctions disciplinaires peuvent être combinées. Aucune forme de punition corporelle n'est admise.

15.2.3 Sursis et fin anticipée

L'exécution d'une sanction disciplinaire peut être ajournée, totalement ou partiellement, pendant un délai d'épreuve de six mois au plus (sursis).

Le sursis peut être révoqué si, pendant le délai d'épreuve, la personne commet une nouvelle infraction disciplinaire sanctionnée comme telle.

Les arrêts peuvent être écourtés si le but de la sanction disciplinaire est atteint de manière anticipée.

15.3 Mesures de sûreté particulières

15.3.1 Personnes détenues adultes

La direction de la Division cellulaire peut ordonner des mesures de sûreté particulières lorsqu'il existe un risque élevé que la personne détenue s'évade ou un risque qu'elle commette des actes de violence sur des tiers, sur elle-même ou sur des objets.

Peuvent en particulier être ordonnés à titre de mesure de sûreté particulière

- la consignation de la personne dans sa cellule, dans une cellule vide ou dans une cellule de sûreté équipée à cet effet pour une durée maximale de 14 jours;
- la confiscation de pièces du mobilier, d'objets d'usage courant ou de vêtements dont il est à craindre qu'ils soient utilisés abusivement;
- le changement de cellule;

- l'emploi de la contention aux fins de protéger la personne détenue.

Les mesures de sûreté particulières ne peuvent durer qu'aussi longtemps qu'un motif contraignant les justifie.

15.3.2 Personnes détenues mineures

Lorsqu'il existe un risque élevé que la personne détenue s'évade ou un risque qu'elle commette des actes de violence sur des tiers, sur elle-même ou sur des objets, ou perturbe gravement d'une autre manière le fonctionnement de la Division cellulaire, la direction de cette dernière peut ordonner des mesures de sûreté particulières.

Sont considérés comme des mesures de sûreté particulières

- le retrait d'objets qui pourraient être utilisés à mauvais escient;
- l'isolement de la personne concernée;
- le retrait du droit de séjour dans les locaux communautaires;
- la restriction des contacts avec l'extérieur;
- le placement dans un local de sûreté aménagé spécialement à cet effet ou dans une cellule de consignment.

15.4 Décision

La direction de la Division cellulaire prononce la sanction disciplinaire et la mesure de sûreté particulière par voie de décision. Les sanctions disciplinaires liées à des infractions contre la direction de la Division cellulaire sont prononcées par le chef ou la cheffe de l'OEJ.

Les faits sont établis par les membres du personnel de la Division cellulaire qui étaient présents personnellement et ils sont consignés par écrit.

La direction de la Division cellulaire examine les faits et qualifie l'infraction disciplinaire. Elle accorde ensuite à la personne détenue la possibilité de prendre position sur les faits qui lui sont reprochés (droit d'être entendu). Après un examen attentif des faits consignés et la prise de position de la personne détenue, la direction de la Division cellulaire rend, s'il y a lieu, une décision par laquelle elle fixe une sanction disciplinaire fondée sur les faits retenus.

Même lorsqu'une mesure de sûreté particulière devant être exécutée immédiatement est prononcée, les faits pertinents sont établis et examinés par la direction de la Division cellulaire. Cette dernière accorde le droit d'être entendu et notifie une décision motivée comportant des voies de droit.

La décision disciplinaire et celle portant sur la mesure de sûreté particulière sont notifiées avec une brève motivation et la mention des voies de droit.

Lorsqu'une mesure restreignant la liberté est prononcée à son encontre, la personne détenue mineure peut en informer immédiatement la personne qui la représente légalement ou une personne majeure qui lui est proche.

15.5 Voies de droit

La décision disciplinaire peut faire l'objet d'un recours devant la POM, dans les trois jours à compter de sa notification. Pour les recours formés contre des mesures de sûreté particulières, le délai est de 30 jours.

Pour les recours formés contre des mesures restreignant la liberté des mineurs, le délai de recours est de dix jours à compter de la notification.

Le recours doit être rédigé en français ou en allemand (langues officielles). Il doit comporter des conclusions, un exposé des motifs et la signature de la personne détenue. La décision contestée et les moyens de preuve disponibles doivent y être joints. Le personnel de la Division cellulaire réceptionne le recours et en accuse réception en indiquant la date et l'heure et en le signant. Le recours doit être adressé à l'Office de l'exécution judiciaire, Gerechtigkeitsgasse 36, Case postale, 3001 Berne.

Le recours formé contre une décision portant sur une sanction disciplinaire ou une mesure de sûreté particulière n'a pas d'effet suspensif, à moins que la direction de la Division cellulaire ou le service compétent de la POM ne l'octroie, d'office ou sur demande de la personne détenue, pour de justes motifs.

16 Sortie et libération

16.1 Obligation de réadmission

L'établissement d'exécution d'où provient la personne détenue a l'obligation de la réadmettre.

16.2 Sortie

Quand la personne détenue quitte la Division cellulaire, la restitution des objets personnels répertoriés (effets) est consignée dans l'inventaire puis confirmée par la signature de leur propriétaire. À défaut, la restitution doit être confirmée par le représentant de la personne détenue ou par la personne représentant l'autorité qui la prend en charge lors de sa sortie.

16.3 Libération

16.3.1 Généralités

La libération intervient sur la base d'une décision écrite de l'autorité de placement ou de la direction de la procédure au sens du CPP ou de la PPMIn.

À la libération, la direction de la Division cellulaire décide, d'entente avec l'autorité de placement, si et dans quelle mesure les valeurs patrimoniales sont versées à la personne libérée ou à une unité administrative appropriée. Lors de la libération, les effets personnels sont rendus à la personne selon l'inventaire effectué à son arrivée et contre quittance. Un relevé des valeurs patrimoniales de la personne détenue est établi. Un solde éventuel est remis contre quittance à la personne remise en liberté, à son représentant ou à la personne représentant l'autorité qui l'accompagne.

L'établissement d'exécution gérant les comptes de la personne détenue décide de ce qu'il ad-
vient de ses autres valeurs patrimoniales.

Les versements en espèces sont effectués contre quittance.

16.3.2 Dispositions spéciales sur les mesures de contrainte relevant du droit des étran- gers et requérant la privation de liberté

L'autorité de placement peut décider que l'intégralité ou une partie des valeurs patrimoniales qui
dépassent 1000 francs sont affectées au paiement des frais de retour de la personne libérée.

17 Responsabilité

La personne détenue est entièrement responsable d'éventuels dégâts causés intentionnellement
ou par négligence grave aux locaux et au mobilier. Pour couvrir les dommages, la prison peut
immédiatement utiliser les avoirs de la personne détenue se trouvant sur le compte libre et sur le
compte d'affectation. Le dépôt d'une plainte pour dommages à la propriété est réservé.

18 Dispositions finales

18.1 Règles complémentaires

Sur la base du présent règlement, la direction de la Division cellulaire peut édicter des règles
complémentaires.

18.2 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019 et abroge le règlement de la Divi-
sion cellulaire du 1^{er} juin 2016.

Berne, le 20 août 2019

Office de l'exécution judiciaire



Romilda Stämpfli
Cheffe d'office

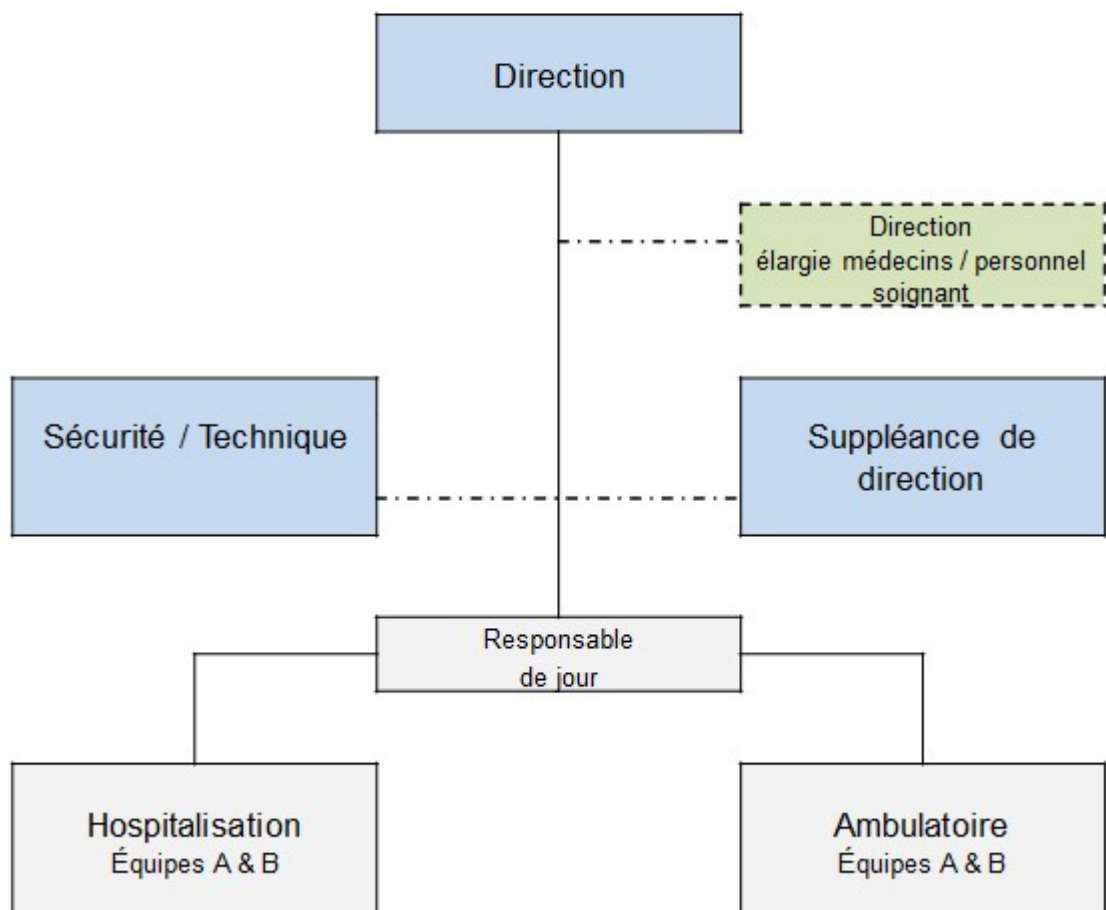
Annexes

Annexe I Organigramme de la Division cellulaire

Annexe II Liste d'objets interdits (non exhaustive)

Annexe I

Organigramme de la Division cellulaire



Annexe II

Liste d'objets interdits (non exhaustive)

Denrées alimentaires

- Boissons, liquides, sirop, miel, confiture
- Denrées périssables, fruits et légumes
- Œufs, viande, lait et produits laitiers (beurre, glace, yogourt, etc.)
- Nourriture de fast-food (pizzas, kebabs, hamburgers, poulet, etc.)
- Produits de boulangerie vendus en vrac (pain, petits pains, pâtisseries, etc.)
- Noix, chewing-gums
- Denrées alimentaires faites maison
- Mets à réchauffer ou à cuire (soupes instantanées, etc.)

Matériel d'emballage

- Conserves (boîtes, pots, tubes, etc.)
- Aérosols (tout récipient sous pression)
- Emballages contenant du fer-blanc (chips pringles, tabac en pot, etc.)
- Emballages en verre (bouteilles, etc.)

Armes ou outils assimilés

- Outils, bougies, briquets et allumettes

Appareils électroniques

- Téléphones mobiles
- Montres ou bracelets connectés
- Téléviseurs
- Radios, chaînes stéréo et lecteurs
- Appareils photo
- Appareils vidéo
- Consoles de jeu
- Ordinateurs et ordinateurs portables, y compris périphériques et accessoires
- Cigarettes électroniques

Stupéfiants

- Drogues, médicaments et épices
- Boissons alcoolisées
- Produits à fumer contenant du cannabidiol (CBD)

Autres

- Cartes à prépaiement (taxcards)
- Fleurs et plantes de tous types
- Supports de contenus pornographiques, sexistes, racistes ou faisant l'apologie de la violence
- Tout objet dont le contenu enfreint le droit pénal